

MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE DES MUREAUX

Espace de l'économie et de l'emploi
38 avenue Paul Raoult
78130 LES MUREAUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023



Retrouvez-nous sur
www.secca-expertise.com
à l'aide de ce QR Code

VALPAT EXPERTISE AUDIT - Siège social : avenue de la Quiéra - Z.A. de l'Argile Voie C - Lot 108 - 06370 MOUANS-SARTOUX
Tél. 04 93 69 46 21 - mouans-sartoux@secca-expertise.com - www.secca-expertise.com

Société d'Expertise Comptable inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables Région Marseille

Société par actions simplifiée au capital de 120 000,00 € - R.C.S. CANNES 797 454 311 - Siret : 797 454 311 00029 - code APE 6920Z - N° TVA intracom FR 50 797 454 311 00029

MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE
DES MUREAUX

Espace de l'économie et de l'emploi
38 avenue Paul Raoult
78130 LES MUREAUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE DES MUREAUX relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas

fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mouans Sartoux, le 11 juin 2024

José ETIENNE
Pour la SAS VALPAT EXPERTISE AUDIT
Commissaire aux comptes



Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement	5 700	1 433	4 267	5 407
	Autres immobilisations incorporelles	11 263	3 950	7 312	
	Immobilisations incorporelles en cours				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, matériels et outillage	2 150	2 150		
	Autres immobilisations corporelles	267 736	148 764	118 971	37 226
	Immobilisations corporelles en cours				
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	25 000	25 000		25 000
	Autres immobilisations financières	15		15	15
TOTAL (I)		311 863	181 298	130 566	67 648
COMPTES DE LIAISON	Comptes de liaison (1)				
	TOTAL (II)				
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières et fournitures				
	Autres approvisionnements				
	En-cours de production (biens et services)				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances redevables et comptes rattachés (3)	123 567		123 567	62 951
	Autres créances	29 819		29 819	32 055
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT DISPONIBILITES	507 035		507 035	730 840
	Charges constatées d'avance	27 380		27 380	16 152
	TOTAL (III)	687 800		687 800	841 998
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF		999 664	181 298	818 366	909 646

(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement ou service entre ce dernier et les autres établissements et services concernés.

(2) Dont à moins d'un an :

Dont à plus d'un an :

(3) Dont créances mentionnées à l'article R. 314-96 du code de l'action sociale et des familles.

6

Bilan Passif

31/12/2023

31/12/2022

Fonds propres	Fonds associatifs sans droit de reprise		
	Ecarts de réévaluation sans droit de reprise		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Dons et legs		
	- Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
	Ecarts de réévaluation avec droit de reprise		
	RESERVES		
	Excédents affectés à l'investissement	9 427	9 427
	Réserves de compensation	54 610	54 610
	Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement		
	Autres réserves	445 964	379 428
	REPORT A NOUVEAU		
	Report à nouveau (gestion non contrôlée)		
	Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs		
DETTES (1)	Résultat sous contrôle de tiers financeurs		
	Dépenses non opposables au tiers financeurs		
	RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)(1)	31 723	66 536
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	PROVISIONS REGLEMENTEES		
	Couverture du besoin en fonds de roulement		
	Amortissements dérogatoires et prov. pour renouvellement des immobilisations		
	Réserves des plus-values nette d'actif		
	Immobilisations grevées de droits		
	Provisions règlementées		
	TOTAL (I)	541 724	510 001
	Comptes de liaison		
	TOTAL (II)		
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	76 049	72 170
	Fonds dédiés	19 236	19 236
	TOTAL (III)	95 285	91 406
	DETTES (4)		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers (3)		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Redevables créditeurs		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	55 757	68 023
	Dettes fiscales et sociales	125 600	123 714
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes (5)		2
	Produits constatés d'avance		116 500
	TOTAL (IV)	181 358	308 239
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL (V)		
	TOTAL PASSIF	818 366	909 646

- (1) Dont compte 1201 : et compte 1291 : résultats sous contrôle de tiers financeurs.
- (2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques.
- (3) En particulier :cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.
- (4) Dont à plus d'un an : Dont à moins d'un an : 181 358
- (5) Dont fonds des majeurs protégés :

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises		
	Production vendue		
	- prestations de services		
	- divers	1 220	648
	Production stockée ou déstockage de production		
	Production immobilisée		
	Dotations et produits de tarification		
	Subventions d'exploitations et participations	1 472 206	1 274 741
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
	Transfert de charges	20 697	6 598
	Autres produits	29 213	21 531
Total des produits d'exploitation		1 523 337	1 303 518
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières premières et fournitures		
	Variation de stock		
	Achats d'autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Achats non stockés de matières et fournitures	4 367	3 800
	Services extérieurs et autres	116 018	109 030
	Impôts, taxes et versements assimilés		
	- sur rémunérations	86 684	63 028
	- autres		
	Charges de personnel		
	- salaires et traitements	809 182	610 239
	- charges sociales	299 124	220 896
	- autres charges de personnel		
	Dotation aux amortissements et provisions		
	Dotation aux amortissements :		
	- des immobilisations	23 130	11 576
	- des charges d'exploitation à répartir		
	Dotation aux dépréciations et provisions :		
	- sur actif circulant		
	- pour risques et charges d'exploitation	3 879	13 858
	Autres charges	126 251	206 855
Total des charges d'exploitation		1 468 634	1 239 282
RESULTAT D'EXPLOITATION		54 703	64 236



Compte de Résultat 2/2

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		54 703	64 236
PRODUITS FINANCIERS	De participations et des immobilisations financières		
	Revenus des valeurs mobilières de placement, escomptes obtenus et autres produits financiers	3 866	1 296
	Reprises sur provisions		
	Transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		3 866	1 296
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	25 000	
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		25 000	
RESULTAT FINANCIER		(21 134)	1 296
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		33 569	65 532
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		3 173
	- exercices antérieurs		
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions		
	- reprises sur provisions réglementées destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement		
	- reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
	- reprises sur provisions réglementées : des plus-value nettes d'actif		
	- reprises sur autres provisions		
	Transferts de charges		
Total des produits exceptionnels			3 173
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	- exercice courant	1 846	1 786
	- exercices antérieurs		
	Sur opérations en capital		384
	Dotations aux amortissements et aux provisions		
	- dotations aux provisions réglementées destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement		
	- dotations aux provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
	- dotations aux provisions réglementées : des plus-value nettes d'actif		
	- dotations aux autres provisions réglementées		
Total des charges exceptionnelles		1 846	2 170
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(1 846)	1 003
IMPOTS SUR LES BENEFICES			
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées			
TOTAL DES PRODUITS		1 527 203	1 307 988
TOTAL DES CHARGES		1 495 480	1 241 452
EXCEDENT ou DEFICIT		31 723	66 536
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		

65

**MISSION LOCALE
POUR LES JEUNES DES MUREAUX ET DES ENVIRONS
ESPACE DE L'ECONOMIE ET DE L'EMPLOI
38 avenue Paul Raoult
78130 LES MUREAUX**

**ANNEXE AU BILAN
EXERCICE 2023**

GROUPE

FICADEX - ALLIANCE EXPERTISE

Tour C.I.T. - 3 rue de l'Arrivée

75749 PARIS CEDEX 15

ficadex.paris@ficadex.com

TEL : 01 47 27 18 17

alliance.expertise75@orange.fr

TEL : 01 44 23 80 70

www.ficadex.com

76

MISSION LOCALE - ESPACE DE L'ECONOMIE ET DE L'EMPLOI

TOTAL DU BILAN	818 366
TOTAL DES PRODUITS	1 527 203
RESULTAT DE L'EXERCICE (Excédent)	31 723
L' exercice couvre la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 et a une durée de 12 mois.	
Cette annexe, composée des notes et tableaux indiqués dans le sommaire ci-après, fait partie intégrante des comptes annuels.	

SOMMAIRE DE L'ANNEXE	N° de page
I - PRESENTATION ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	2
. Secteur d'activité	
II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES RETENUS	3 et 4
. Règles et méthodes comptables	
. Calcul des amortissements et des provisions	
III - NOTES SUR LE BILAN	5 à 9
. Mouvements ayant affecté les postes de l'actif immobilisé	
. Amortissements	
. Provisions	
. Fonds dédiés	
. Etat des créances et des dettes classées selon leur date d'échéance	
. Produits à recevoir et charges à payer	
. Charges et produits constatés d'avance	
IV - AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS	10

Les éléments d'information prévus dans l'annexe de base qui ne sont applicables à la présente entreprise ne seront pas reproduits ci-après.

I - PRESENTATION ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**SECTEUR D'ACTIVITE**

Association : Mission locale pour les jeunes des Mureaux et des environs

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-090 du 23 mars 2020 constituent un événement postérieur au 31 décembre 2023 qui n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes annuels clos au 31 décembre 2023, c'est à dire que les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2023 sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et ses conséquences.

L'association constate que cette crise sanitaire n' a aucun impact significatif sur son activité et ne remet pas en cause la continuité d'exploitation depuis le 1er janvier 2023.

L'association a respecté les protocoles sanitaires selon les recommandations gouvernementales :

- *Port du masque obligatoire*
- *Gel Hydroalcoolique*
- *Ventilation des pièces*
- *Accueil du public restreint*
- *Mise en place du télétravail pour le personnel administratif (secrétaire, comptable, assistante RH),*

II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES RETENUS**REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur dans le respect du principe de prudence, suivant les règles de base ci-dessous :

- * Continuité de l'exploitation
- * Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception du point ci-dessous
- * Indépendance des exercices comptables

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels de l'exercice 2023 ont été établis en application des dispositions :

Du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général,
Du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux comptes annuels
des personnes morales de droit privé à but non lucratif

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

CHANGEMENT DE METHODES COMPTABLES LIES A UN CHANGEMENT DE REGLEMENTATION

Les comptes annuels au 31/12/2023 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018, qui a abrogé le règlement CRC 99-01,

En application du règlement ANC n° 2018-06 :

- L'utilisation des fonds dédiés et les reports en fonds dédiés sont désormais comptabilisés en résultat d'exploitation (charges et produits) ;
- Il convient également désormais de décrire l'objet social, de la nature et du périmètre des activités et des moyens mis en œuvre de l'entité ;
Conformément à l'article L5314-2 (code du travail) la Mission Locale remplit une mission de service public pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes. Elle a une triple fonction :
 - , Aider les jeunes de 16 à 25 ans révolus, descolarisés et résidant dans l'une des communes de la zone de compétence de la Mission Locale, à résoudre l'ensemble que pose leur insertion professionnelle et sociale en assurant des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement ;
 - , Favoriser la concertation entre les différents partenaires en vue de renforcer ou compléter les actions conduites par ceux-ci notamment pour les jeunes rencontrant des difficultés particulières d'insertion ;
 - , Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre, dans la zone de compétence d'une politique locale concertée, d'insertion professionnelle et sociale des jeunes,

a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition), ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

. Matériel et outillage	5 ans
. Matériel de bureau et informatique	3 ou 5 ans
. Autres matériels	5 ou 10 ans
. Mobilier	10 ans

b) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

c) Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.
Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
Les V.M.P sont valorisées à leur valeur nominale

d) Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurent au bilan pour : **NEANT**
dont Réserve de trésorerie:

Ces dernières représentent la différence cumulée entre les valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés, et leurs prix de cession.

La contrepartie de ces provisions a été inscrite aux comptes de résultat.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

En l'absence de contributions volontaires en nature, aucune contribution n'a été comptabilisées en 2023.

L'Association Mission Locale des Mureaux est une Association Municipale.

Les administrateurs et membres du bureau sont des élus ; aucune contribution volontaire n'est par conséquent à prendre en compte.

III - NOTES SUR LE BILAN

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Tableau de variation des fonds propres - ANC 2018-06 art.431-5

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Réserves	379 428		66 536		445 964
Excédent affecté à l'Invest	9 427			9 427	9 427
Réserve de compensation	54 610			54 610	54 610
Excédent ou déficit de l'exercice	66 536	66 536	31 723	66 536	31 723
Situation nette					
Subventions d'investissement					
Total	510 001				541 724

PROVISION POUR CONGES A PAYER

Les montants comptabilisés au 31/12/2023 sont les suivants :

Comptes	428 200	438 200	448 200	Total
Provision N-1	50 789	19 808	6 450	77 047
Variation N	-8 665	-3 379	-1 100	-13 144
Totaux Provision N	42 124	16 429	5 350	63 903

La valorisation des droits acquis pour chacun des salariés est réalisée sur les bases suivantes :

. Nombre de jours au 31/12/2023

. Salaire brut de référence : décembre 2023

. Application de la règle du 22ème, pour un calcul des droits effectués en jours ouvrés

Les charges sociales et fiscales sont calculées avec le taux de charges moyen constaté au 31/12/2023 soit 40 %.

III - NOTES SUR LE BILAN

MOUVEMENTS AYANT AFFECTES LES POSTES DE L'ACTIF IMMOBILISE

	A l'ouverture	Acquisitions	Diminutions	A la clôture
. Fonds commercial				
. Autres immobilisations incorporelles	9 463	7 500		16 963
. Terrains				
. Constructions				
. Installations techniques, matériel et outillage	2 150			2 150
. Autres immobilisations corporelles	164 188	103 548		267 736
. Immobilisations en cours				
. Immobilisations financières	25 015		5 000	20 015
TOTAUX	200 816	111 048	5 000	306 864

TOTAL DES MOUVEMENTS NETS : 106 048

AMORTISSEMENTS

	A l'ouverture	Dotations	Reprises	A la clôture
. Fonds commercial				
. Logiciels informatiques	3 762	187		3 949
. Autres immobilisations incorporelles	293	1 140		1 433
. Terrains				
. Constructions				
. Installations techniques, matériel et outillage	2 150			2 150
. Autres immobilisations corporelles	126 963	21 802		148 765
TOTAUX	133 168	23 129		156 297

PROVISIONS

	A l'ouverture	Dotations	Reprises	A la clôture
Provision pour amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires	66 536		34 813	31 723
Provision pour dépréciation des stocks et en-cours				
Provisions clients et comptes rattachés				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAUX	66 536		34 813	31 723

Dont :

Résultat d'exploitation
 Résultat financier
 Résultat exceptionnel

FONDS DEDIES

	A l'ouverture	Dotations	Reprises	A la clôture
Contrat qualité	19 236			19 236
TOTAUX	19 236			19 236



ETAT DES CREANCES ET DES DETTES**a) Montant total des créances**

A moins d'un an

A plus d'un an

b) Montant total des dettes**181 358**

A moins d'un an

181 358

A plus d'un an et moins de 5 ans

A plus de 5 ans

PRODUITS A RECEVOIR ET CHARGES A PAYER**a) Produits à recevoir**

Créances rattachées à des participations

Autres immobilisations financières

Créances clients et comptes rattachés

123 567

Autres créances

29 819**b) Charges à payer**

Emprunts obligataires convertibles

Autres emprunts obligataires

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Emprunts et dettes financières divers

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

55 757

Dettes fiscales et sociales

125 600

Dont provisions pour congés à payer

42 124

Dont Charges sociales s/prov. C.P.

16 429

Dont Charges fiscales s/prov. C.P.

5 350

Dettes sur immobilisations et comptes rattachés

Autres dettes

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE**a) Total des charges constatées d'avance**

Exploitation

Hors exploitation

b) Total des produits constatés d'avance

Exploitation

Hors exploitation

CHARGES A REPARTIR

NEANT

16

IV - AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS**COMPTE FONDS D'AIDE AUX JEUNES**

La Mission Locale a utilisé les fonds attribués sur plusieurs exercices dans le cadre d'aide aux jeunes.

CONTRIBUTION VOLONTAIRE EN NATURE

L'Association bénéficie de locaux (bureaux) qui lui sont mis à disposition.
Le loyer peut être estimé et compris dans une fourchette.

Il n'y a pas de bénévolat au sein de l'Association.

MISE A DISPOSITION DES LOCAUX

Les locaux mis à disposition, d'une surface de 200 m² environ, correspondent à un loyer mensuel théorique de 900 € à 1 000 €/mois, soit 10 800 € à 12 000 €/an.

INDEMNITE DEPART A LA RETRAITE

L'Association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Cette indemnité de départ à la retraite est calculée en appliquant une méthode en tenant compte des salaires projetés en fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèse d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- taux de croissance des salaires : 1%"
- âge de départ à la retraite : 65 ans
- profil de carrière à décroissance moyenne
- turn over faible

MONTANTS BRUTS DES 3 PLUS HAUTES REMUNERATIONS : CADRES DIRIGEANTS

- Monsieur I. CAMARA	102 070 €
- Monsieur O. LEFEBVRE	55 514 €
- Madame A. DIALLO	46 270 €